

Effets Socio-Economiques des Echanges Commerciaux sur le Développement des Communes Frontalières au Nord-Ouest de l'Atacora (Bénin, Afrique de l'Ouest)

[Socio-Economic Effects of Trade on the Development of Border Municipalities in Northwestern Atacora (Benin, West Africa)]

Idrissou TADJA, Dossa Alfred AÏCHEOU, Germain GONZALLO

*Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR) ;
Université d'Abomey-Calavi 01 BP 526, Cotonou 01 Bénin.*



Résumé - Les zones frontalières sont structurées par des activités complexes, des territoires difficilement limités mais des lieux qui renferment d'importantes potentialités et d'opportunités de développement. Ce travail a pour but d'apprécier le schéma de financement des activités économiques ainsi que les implications des acteurs dans le processus de développement des Communes frontalières de l'Atacora.

La démarche méthodologique a consisté à faire la collecte des données et informations aux moyens de la recherche documentaire, des observations directes sur le terrain, des entretiens et enquêtes auprès de 536 personnes du milieu d'étude et l'interprétation des résultats. Le modèle utilisé pour analyser les résultats est FFOM.

En effet, les échanges commerciaux s'organisent autour de 30 marchés bien organisés qui constituent les principaux pôles d'attraction des produits agricoles issus de la récolte, des produits de l'élevage, des produits manufacturiers et des produits pétroliers. Toutefois, le commerce des produits manufacturiers et la vente de l'essence frelatée ont favorisé l'essor économique des acteurs. Ces derniers contribuent au développement des Communes à travers le paiement des taxes et impôts. Ce qui permet à ces Communes d'enregistrer de 2012 à 2016 des recettes allant jusqu'à 255 640 740 Fcfa. Il faut également noter que la situation géographique de ces Communes a favorisé et intensifié les échanges avec le Burkina-Faso et le Togo, lesquelles relations influent sur le développement de ces localités à travers l'amélioration de condition de vie des populations et la réalisation des habitations modernes.

Mots Clés - Communes Frontalières, Effets Socio-Economiques, Développement, Commerce, Atacora.

Abstract - The border areas are structured by complex activities, territories that are difficult to limit, but places that contain significant potential and development opportunities. This work aims to assess the financing scheme of economic activities as well as the implications of the actors in the process of development of the Atacora border municipalities.

The methodological approach was to collect data and information by means of documentary research, direct observations in the field, interviews and surveys of 536 people in the study environment and the interpretation of the results. The model used to analyze the results is SWOT.

In fact, trade is organized around 30 well-organized markets that are the main attractions for agricultural products from harvesting, livestock products, manufacturing products and petroleum products. However, the trade in manufacturing products and the sale of adulterated gasoline favored the economic growth of the players. These contribute to the development of the cities through the payment of taxes. This allows these municipalities to record from 2012 to 2016 receipts of up to 255 640 740 Fcfa. It should also be noted that the geographical situation of these municipalities has favored and intensified exchanges with Burkina-Faso and Togo, which relations influence the development of these localities through the improvement of living conditions of the populations and the realization of modern homes.

Keywords - Border Municipalities, Socio-Economic Effects, Development, Trade, Atacora.

I. INTRODUCTION

Depuis l'accession des Etats Africains à l'indépendance, les moyens nécessaires pour le développement économique ont continué à être concentrés au niveau central de l'Etat. Les stratégies de développement menées sous l'égide des Etats ont montré leurs limites. Cela parce que cette politique de concentration de tous les pouvoirs de décisions dans les mains du pouvoir central a été pendant longtemps, l'un des handicaps au plein épanouissement des populations, car la plupart des plans de développement local ont été élaborés sans leur participation effective et ce dans un cadre ne répondant pas à leurs réelles aspirations [1].

Suite à la conférence des forces vives de la nation de février 1990, le gouvernement du Bénin s'est engagé dans une politique de décentralisation qui octroie aux collectivités locales une autonomie financière et leur transfère des prérogatives en matière de développement [2]. C'est ainsi que les Communes constituent l'espace dans lequel les hommes peuvent satisfaire leurs besoins fondamentaux [3]. Cette réalité impose à chaque Commune d'accroître ses ressources propres en vue de promouvoir un développement durable [4].

Pourtant, malgré d'importantes potentialités dont dispose les Communes frontalières, elles sont comptées parmi les plus pauvres et les déshéritées du Bénin et sont d'accès extrêmement difficile [5]. Dans un tel contexte, il importe de comprendre les effets socio-économiques des échanges commerciaux sur le développement des Communes frontalières au nord-ouest de l'Atacora. Pour y arriver une démarche méthodologique a été adoptée.

II. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La démarche méthodologique adoptée pour conduire la présente étude repose essentiellement sur les techniques de collecte et les travaux de terrain.

1.1. Techniques de collecte

Pour apprécier chacun des aspects de cette étude, des techniques et outils de collecte des données ont été réalisés. A cet effet, les questionnaires d'enquête, conçus selon l'objectif poursuivi ont été administrés afin de recueillir les informations auprès des populations cibles aussi bien que

chez des personnes ressources. Les séances d'échange ont été initiées avec des personnes ressources (sages) afin de pouvoir prendre connaissance de l'occupation de l'espace frontalier et sa mutation dans l'espace et dans le temps. Les observations et investigations ont été complétées par la recherche documentaire et par les informations préexistantes afin de pouvoir apprécier le niveau de la dynamique de l'espace transfrontalier. L'ensemble des informations obtenues sont complétées par celles des travaux de terrain.

1.2. Travaux de terrain

Le choix de l'échantillon est fonction de l'implication de chaque acteur dans le processus des échanges commerciaux et du développement local dans la zone d'étude. Compte tenu de la densité des acteurs impliqués et de l'étendue du milieu d'étude, il a été possible de définir un certain nombre de paramètres pour l'échantillon des grands groupes (populations, les usagers). Ces critères sont basés sur le nombre d'années d'exercice dans le domaine d'activité (05 ans), la durée d'installation dans le milieu (10 ans). Les taux d'échantillonnage retenus par rapport à chaque groupe d'acteurs se présentent comme ci-après :

- autorités politico-administratives : 100 %
- populations riveraines : 10 %

Le taux d'accroissement des populations a été défini grâce à la formule :

$$\pi = (\sqrt[t]{Pn/Po} - 1)100$$

Ensuite, une estimation du nombre de la population en 2017 est aussi réalisée à partir de la formule :

$$Pt = Po (1 + \pi)^t$$

Pour déterminer la taille de l'échantillon, la formule de [6] a été utilisée.

$$N = Za^2 PQ / d^2$$

Avec une marge d'erreur qui est égale à 5%

Le tableau I présente la répartition de l'échantillonnage par localité visitée dans le milieu d'étude

Tableau I : Taille de l'échantillon des Communes d'étude

Communes	Villages ou quartiers de villes	Population 2017	n	10 %
Boukoubé	Dipoli	2424	263	26
	Koussoucoingou	731	201	20
	Koutchatahoungou	2377	133	13
	Zongo	2096	119	12
	Koutangou	2337	203	20
Cobly	Datori	6906	377	38
	Tapoga	7507	383	38
	Tokibi	4792	322	32
	Cobly	8839	332	33
Matéri	Matéri	5019	230	23
	Dassari	8467	303	30
	Porga	5252	215	21
	Doga	2059	149	15
	Gouande	3017	206	21
	Tantega	4258	213	21
	Tchanhou-Cossi	4770	374	37
Tanguiéta	Djidjire-Beri	2422	113	11
	Tiele	1055	52	5
Total		74329	4188	419

Source : Enquêtes de terrain, septembre 2017

Au total, 419 personnes sont réparties proportionnellement dans les quartiers de villes ou villages en fonction des populations riveraines des différentes Communes. En dehors des populations riveraines, l'échantillon a pris en compte 21 autorités politico-administratives (Chef village, élus locaux, agents de mairie), 7 agents de sécurités (policiers et de la douane), 88 usagers (commerçants, transporteurs et conducteurs de véhicule), 1 responsable du Conseil National des Chargeurs du Bénin au poste à Porga.

En somme, le nombre total de personnes choisies, toutes catégories confondues est de 536. L'échantillon ainsi constitué a permis de s'entretenir avec tous les acteurs directement ou indirectement impliqués dans des activités socio-économiques sur le développement local des Communes frontalières du nord-ouest de l'Atacora.

Dans le cadre de cette recherche, deux catégories de données ont été utilisées : les données brutes (les caractéristiques physiques et les généralités des deux localités, recueillies auprès des mairies, des Bibliothèques

de la FASHS et des sites web ; les données démographiques : effectifs de population et nombre de ménages fournies par l'INSAE ; les données sur les infrastructures et équipements marchants : voies de communication, marchés, etc. collectées auprès des services techniques des mairies et des postes de contrôles des frontières) et les données élaborées (les estimations, à partir des résultats des recensements de la population de l'INSAE et les taux de couverture des équipements sociocommunautaires). Pour apprécier chacun des aspects de notre étude, des traitements des données ont été réalisés.

Le traitement des données d'enquêtes s'est effectué après le dépouillement des fiches de questionnaires et de guides d'entretien. Après le dépouillement des questionnaires, les résultats chiffrés ont été traités manuellement puis comptabilisés (calcul de pourcentage et de moyenne). Cela a permis d'élaborer les tableaux statistiques et des graphiques grâce au logiciel Excel afin de mieux interpréter les résultats. Ces outils d'analyse ont servi de supports pour examiner les données recueillies dont

certaines sont illustrées par des photographies et cartes. Les résultats obtenus par catégories d'informations sont analysés par le modèle FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces). Cette démarche méthodologique a permis d'exposer les résultats obtenus.

III. RESULTATS ET DISCUSSION

1.3. Présentation du milieu d'étude

Le département de l'Atacora est situé au nord-ouest du Bénin. Il est limité au Nord par le Burkina-Faso, à l'Ouest par le Togo, à l'Est par le département du Borgou et celui de l'Alibori, et au Sud par le département de la Donga. Avec une superficie totale de 20 499 km², l'Atacora est le troisième département par son étendue, après l'Alibori (26 242 km²) et le Borgou (25 856 km²). Il est subdivisé en neuf (9) Communes avec Natitingou comme Chef-lieu, ces autres Communes sont Kérou, Kouandé, Péhunco, Cobly, Boukoubé, Matéri, Toucountouna, et Tanguiéta. Ces Communes sont subdivisées en 47 arrondissements et 384

villages et quartiers de ville [7]. Outre le Burkina-Faso et le Togo, l'Atacora offre au Bénin l'ouverture sur d'autres pays de la sous-région ouest-africaine tel que le Mali. Ce facteur influence beaucoup les systèmes d'offres et de demandes des produits alimentaires.

Le choix de traiter des marges territoriales nord-ouest du département de l'Atacora (Bénin) s'explique par leur situation géographique aux frontières. Cette situation se traduit par la mise en jeu de multiples réseaux et de nombreuses communautés de commerçants ayant des emprises territoriales. La zone des frontières où se déroule ce travail correspondent à celle de pays qui sont tous membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui prône la libre circulation des hommes et des biens. Ce vaste territoire est doté d'un réseau urbain dense organisé autour des agglomérations de Pama (Burkina – Faso) ; de Mandouri, de Gando, et de Nadobo (Togo) et de Boukoubé, de Cobly, de Matéri et de Tanguiéta (Bénin). La figure 1 présente le secteur d'étude.

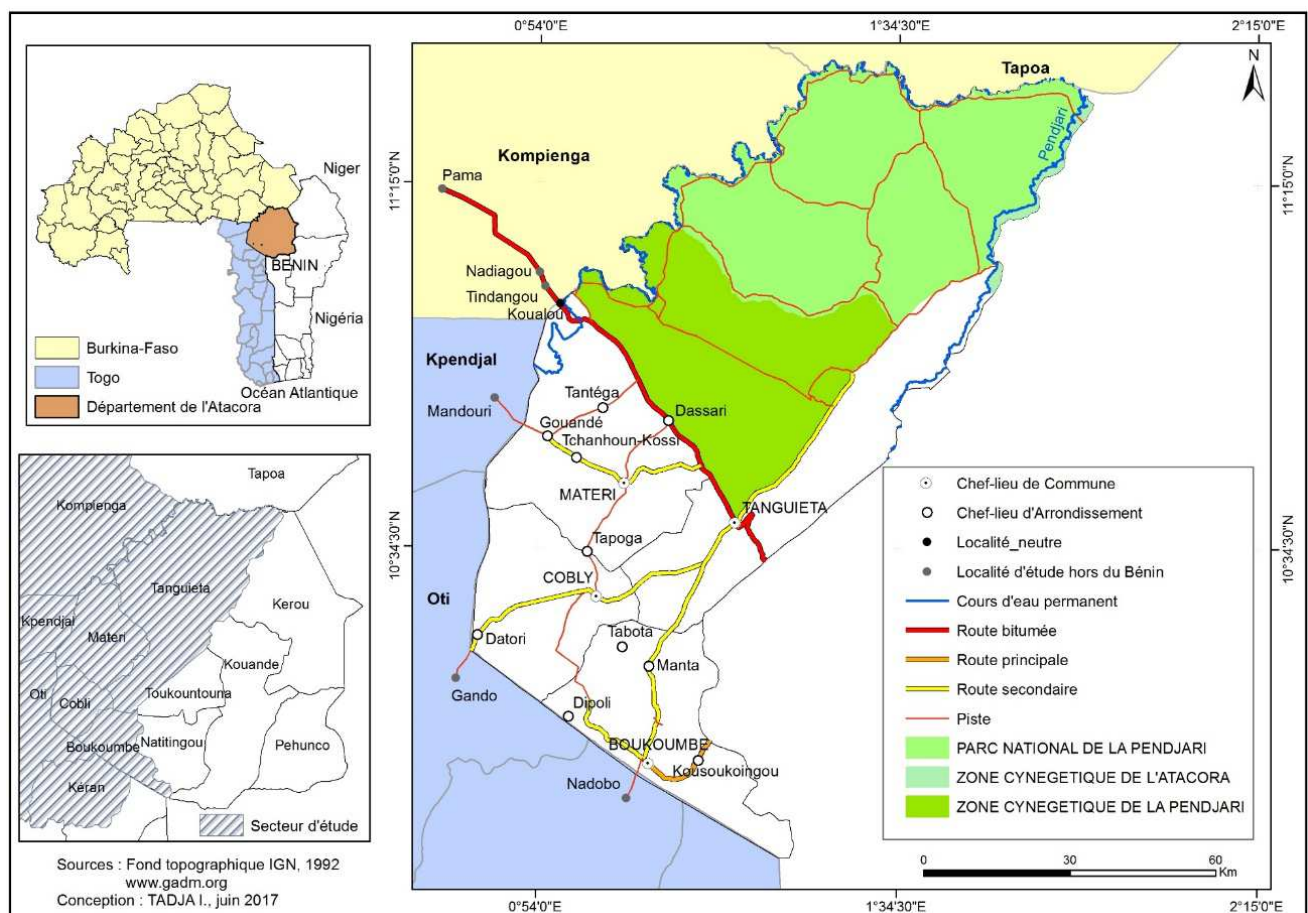


Figure 1 : Situation géographique du milieu d'étude

Le secteur d'étude est un espace frontalier entre le Bénin, le Burkina Faso et le Togo. Il est situé entre les parallèles 10° 05' 12'' et 11° 28' 44'' de latitude Nord et les méridiens 0° 42' 49'' et 1° 56' 22'' de longitude Est. Il comprend les Communes frontalières du département de l'Atacora que sont : Boukoubé, Coby, Matéri et Tanguiéta, situées à l'extrême Nord-Ouest du Bénin. Il est limité au Nord par la Commune de Pama (Burkina Faso), au Sud et à l'Ouest par les Communes de Nadoba, Gando et Mandouri (République du Togo) des trois Communes (Boukoubé, Coby et Matéri) mais au niveau de Matéri, la frontière togolaise est difficile d'accès du fait du manque de pont sur la rivière Oti sur laquelle un pont est en cours de construction par la partie togolaise, au Nord-Est par la Commune de Kerou, à l'Est par les Communes de Toukountouna et de Kouandé et au Sud - Est par la Commune de Natitingou.

Le secteur d'étude s'étend sur une superficie totale de 12 117 km², dont 4 800 km² pour la Commune de Matéri ; 825 km² pour celle de Coby ; 5 456 km² pour celle de Tanguiéta ; 1 036 km² pour celle de Boukoubé [8], [9], [10], [11]. Par ailleurs, de nombreux facteurs naturels physiques sont favorables aux potentialités dont disposent ces Communes pour leur développement. Ces localités sont sous un climat de type soudano guinéen, caractérisé par une saison pluvieuse d'Avril à Octobre et une saison sèche allant de novembre à mars. La pluviométrie annuelle moyenne est de 1100 mm et les précipitations sont irrégulièrement réparties tout au long de la saison pluvieuse. Les sols hydromorphes des bas-fonds ont encore un bon potentiel de fertilité dans lesquels les femmes cultivent du riz.

Dans le secteur d'étude, les échanges commerciaux sur les marchés se font principalement sur la base des produits agricoles, d'élevage, manufacturés et artisanaux. Les marchés des villages et des arrondissements sont les lieux d'échanges des produits venant des localités des Communes

pour le commerce interne et aussi des produits extérieurs des Communes pour le flux inverse. Ces échanges commerciaux concernent les commerçants nationaux venant de Natitingou, Matéri, Coby, Djougou, Parakou, Malanville, Cotonou et internationaux venant du Togo, Burkina Faso. Pour ce qui concerne les échanges transfrontaliers dans le secteur d'étude, ils s'effectuent avec les Communes de Boukoubé, Coby, Matéri, Tanguiéta et les commerçants du Burkina-Faso (Pama) d'une part et avec les commerçants du Togo (Mandouri, Gando et Nadoba) d'autre part.

1.4. Apports des marchés comme source de revenu pour les Communes

Dans un premier lieu, il est présenté les infrastructures marchandes dont disposent les Communes frontalières de l'Atacora et en second lieu, il est exposé des incidences des activités commerciales dont profitent ces Communes.

1.4.1. Infrastructures marchandes des Communes frontalières de l'Atacora

Les marchés sont des lieux d'échanges où se rencontrent l'offre (les vendeurs) et la demande (les acheteurs), mais également des espaces où se fixent les prix des marchandises [12], [13]. Dans le secteur d'étude, trois catégories de sites marchands se distinguent : les principaux marchés qui connaissent la participation des commerçants venus des pays limitrophes dans lesquels des produits agricoles et manufacturiers sont échangés ; les marchés locaux ou secondaires qui sont des lieux de collecte des produits agricoles et d'élevages dont l'animation est faible, ces marchés sont très souvent animés par des revendeurs et les marchés de bétail. Le tableau II présente les espaces marchands dont dispose les Communes frontalières de l'Atacora et qui animent la vie socioéconomique de ce milieu.

Tableau II : Infrastructures marchandes

Catégories de marché	Communes frontalières de l'Atacora				Total
	Boukoubé	Coby	Matéri	Tanguiéta	
Marchés principaux	04	04	03	02	13

Marchés locaux ou secondaires	03	04	03	03	13
Marchés de bétail	00	01	03	00	04
Total	07	09	09	05	30

Sources : Travaux de terrain, 2018

Il ressort de l'analyse de ce tableau II que l'ensemble des Communes frontalières de l'Atacora dispose de 30 lieux des échanges donc 13 principaux, 13 secondaires et 4 marchés de bétail. Pour ce qui concerne les marchés de bétail, il faut noter que seul le marché de bétail de Matéri centre s'anime véritablement et enregistre la présence des commerçants

burkinabés ainsi que des commerçants togolais. Ce marché s'anime tous les jeudis ainsi que le marché de l'arrondissement central de Matéri. La planche 1 présente le seul marché de bétail équipé et dont l'animation est effective.



Planche 1 : Marché de bétail dans la Commune de Matéri

Prise de vues : Tadjia, septembre 2018

La planche 1 présente le seul marché de bétail frontalier du milieu d'étude. La photo 1.1 est une illustration du marché en pleine animation à un jour ouvrable (Jeudi). Pour ce qui concerne la photo 1.2, elle est une présentation du même marché à un jour non ouvrable mettant ainsi en valeur les équipements dont dispose ce lieu d'échange. Il devient de plus en plus important à travers l'effectif de commerçants et d'acheteurs qu'il reçoit (100 à 200 vendeurs pendant les jours de grandes affluences).

Toutefois, il faut noter que ces différents marchés constituent une source pour la mobilisation des ressources financières pour les mairies de ces Communes depuis l'avènement de la décentralisation au Bénin.

1.4.2. Incidences des activités commerciales

Conformément à la loi n° 98-007 du 15 janvier 1999 portant régime financier des Communes en République du Bénin, les ressources des Communes comprennent : les recettes de fonctionnement qui proviennent des recettes fiscales (produits des impôts directs et indirects, taxes) ; des recettes provenant des prestations des Communes ; des produits du patrimoine des Communes ; des recettes résultant d'activités de services et des recettes d'investissement temporaires et accidentelles, crédits alloués par l'Etat-subventions ou dotations d'investissements [2].

Ainsi, grâce à leur position géographique, les différentes activités commerciales participent favorablement à l'accroissement des ressources budgétaires des Communes frontalières de l'Atacora. Les différentes taxes perçues sont en relation directe avec les mouvements dans les marchés.

Cependant, le prix de ces taxes dépend d'un marché à un autre et aussi selon la période saisonnière : en saison des pluies, certaines taxes connaissent une baisse comme le droit de place au marché (150 Fcfa à 300 Fcfa) et en saison sèche, les prix connaissent une augmentation (400 Fcfa à 500 Fcfa). L'objectif est de toujours encourager les commerçants à se déplacer vers ces différents marchés malgré les conditions climatiques.

Les performances de mobilisation des ressources locales sont appréciées au regard du respect des procédures d'émission et de recouvrement des impôts directs locaux et taxes assimilés, du niveau de mobilisation des recettes propres et du rendement de la fiscalité locale et de la gestion

des infrastructures marchandes. Pour ce qui concerne les différentes taxes, chaque Commune prend des arrêtées selon lesquelles la mobilisation des recettes devrait se faire.

Toutefois, les taxes les plus connues des commerçants sont : des droits de place, patente, les taxes de stationnement, les taxes sur les produits collectés et les taxes de développement local (TDL). La location des infrastructures marchandes constitue aussi des sources de fonds propres pour les mairies. Le tableau III fait le point de la mobilisation des ressources pour le financement du développement sur les cinq (05) dernières années (de 2012 à 2016).

Tableau III : Evolution des recettes de 2012 à 2016 par Commune

Communes	Années				
	2012	2013	2014	2015	2016
Boukoubé	60 225 856	72 427 690	76 537 182	73 452 382	255 640 748
Cobly	43 143 780	34 879 770	73 992 835	58 148 206	58 065 549
Matéri	80 543 439	92 596 103	108 469 341	240 662 218	84 810 811
Tanguiéta	101 020 482	109 595 670	96 645 419	245 368 723	182 737 032

Sources : Comptes administratifs des mairies, 2017

Au regard de ce tableau III, la remarque est que les Communes concernées s'activent chacune selon ces moyens pour atteindre les objectifs qu'elles se sont fixées. De façon générale, durant les cinq dernières années (2012-2016), seule la Commune de Boukoubé a fait des efforts d'avoir ces recettes en hausse contrairement aux recettes des autres Communes. Toutefois, en 2015, elle a connu une baisse de 3 084 800 Fcfa par rapport aux recettes de 2014 soit 4,03 %. Ce phénomène constaté dans les recettes des Communes

frontalières de l'Atacora est la cause du non suivi et du ralentissement du système de collecte des taxes.

Cependant, compte tenu de l'unicité du budget de chaque Commune, l'identification de façon précise de la réalisation faite des recettes issues de ces marchés ne serait possible. Néanmoins, ces recettes participent à la réalisation des infrastructures marchandes et autres investissements prévus dans le budget communal, comme le montre la photo 1.



Photo 1 : Boutiques construites dans le marché central de Boukombé

Prise de vue : Tadjia I., septembre 2018

La photo 1 montre des boutiques construites dans le marché central de Boukombé. Il existe également des hangars modernes construits grâce aux taxes perçues dans les dits marchés avec l'appui des partenaires au développement. Les marchés frontaliers par le biais des recettes qu'ils génèrent, contribuent aux différentes réalisations dont figurent entre autre le paiement des agents collecteurs.

Dans ce contexte précis, une analyse de la frontière, de l'espace qui se constitue autours d'elle et des activités qui s'y déroulent telles que les échanges commerciaux paraît, plus que jamais, nécessaire. De même, la situation des régions périphériques étant complexe, il est bien de poser le regard sur les différents acteurs qui interviennent dans ces espaces, de comprendre leurs logiques d'intervention notamment les logiques prélèvements et d'étudier leurs rapports à l'espace et au territoire.

1.5. Implication des acteurs des échanges sur le développement des Communes frontalières de l'Atacora

Le développement d'une localité est l'affaire des pouvoirs publics mais surtout de la population à travers leurs contributions. Il est aussi important de remarquer que dans les Communes d'étude, les échanges transfrontaliers améliorent la situation économique des acteurs. Pour donc apprécier l'implication de ces acteurs dans le processus du développement de ces Communes, il est question dans cette partie, d'analyser des bénéfices issus de ces échanges et ensuite présenter leur contribution à travers l'amélioration des conditions de vie des populations.

1.5.1. Implications économiques des échanges transfrontaliers

Les marchés sont des lieux où s'effectuent des transactions commerciales. Ils constituent aussi des principes organisateurs de l'espace. La dynamique de la clientèle est fonction du pouvoir de rayonnement de ces centres. En effet, les activités d'échange dans les Communes frontalières de l'Atacora s'organisent autour d'un réseau des marchés bien organisé qui sert de canaux d'importation et d'évacuation pour les producteurs agricoles, les commerçants et beaucoup d'autres acteurs. Dans le cadre des échanges des produits, ces marchés constituent les principaux pôles d'attraction des produits agricoles issus de la récolte, des produits de l'élevage, des produits manufacturiers et des produits pétroliers. Les activités principales qui enregistrent plus d'acteurs sont celles du commerce des produits manufacturiers et des produits pétroliers.

– Commerce des produits manufacturiers

Du fait de la proximité entre les marchés frontaliers nord-est du Togo et les Communes d'étude, les relations entre ses peuples sont très fortes. Cela à cause de la facilité d'accès (manque des barrières au niveau de la frontière), ce qui accroît les échanges de produits informels. La population de ces Communes se ravitaillait également dans les marchés togolais pour ces produits qu'il offre et qui n'existe pas dans les Communes de l'Atacora. De même, l'étude réalisée par [13], montre que le marché de Nadoba (Togo) reçoit les acheteurs béninois qui représentent 60 % de la clientèle contre 40 % de togolais. Les acheteurs du Bénin sont nombreux à faire des achats dans les marchés du

Togo, parce qu'ils trouvent que des produits manufacturés et des boissons alcoolisées coûtent moins chers dans ce lieu de vente que dans leur pays.

Compte tenu du nombre importance de ces acteurs, les enquêtes ont été réalisées sur les revenus que génère ce commerce des produits manufacturiers dans le milieu d'étude. Il ressort des investigations que 62 % des acteurs du commerce des produits manufacturiers font un bénéfice d'au moins 10.000 Fcfa par jour de marché (par semaine). Soit une estimation d'au moins 40.000 Fcfa par mois. Par contre, 38 % des acteurs réalisent des bénéfices supérieurs à 50.000 Fcfa. En effet, il faut souligner que ce sont des acteurs qui ont au près d'eux des jeunes ou filles qui les accompagnent dans les différents marchés pour plus faciliter l'écoulement de ces produits importés. En dehors de ce commerce de produits manufacturiers, de nos jours, le commerce de l'essence frelatée prend de plus en plus de l'ampleur dans le milieu d'étude.

– Commerce des produits pétroliers

Malgré les risques que ce commerce comporte, l'activité de vente de produits pétroliers dans le secteur d'étude est très développée à cause des revenus qu'elle rapporte. Ces produits sont conservés dans des entrepôts. Les entrepôts sont des lieux de stockage de produits entre deux opérations de commercialisation. Comme leur nom l'indique, les entrepôts frontaliers jouent un rôle très important dans les transactions commerciales entre le Bénin et les pays limitrophes (Burkina-Faso et Togo). Selon la loi en vigueur relative à la direction des douanes, les entrepôts sont qualifiés soit d'entrepôts spéciaux soit d'entrepôts fictifs [14]. Dans la zone d'étude, c'est l'entrepôt fictif qui est le plus utilisé et concerne l'essence frelatée. Ainsi, les trafiquants regroupent des tonneaux ou des bidons d'essence en un lieu sûr. Ensuite ces produits sont acheminés vers le Burkina-Faso et le Togo. La photo 2 présente un entrepôt fictif d'essence frelatée dans le milieu d'étude.



Photo 2 : Entrepôt illégale d'essence frelatée à Boukoubé

Prise de vue : Tadjia I., Janvier 2018

La photo 2 montre l'un des entrepôts d'essence frelatée dans un village frontalier de la Commune de Boukoubé. Ces lieux dans le milieu d'étude jouent un important rôle de relais dans le trafic de l'essence frelatée convoyée depuis le Nigeria en direction du Burkina-Faso et du Togo. Ces produits sont stockés dans les bidons de 25 litres ou des tonneaux de 240 litres. La diffusion des produits pétroliers se fait par deux modes de transports très rapides et très pratiques pour les trafiquants. Ils ravitaillent les villes de

Boukoubé, de Coby, de Matéri et de Tanguiéta par moto ou en voiture (photos 2).

Le propriétaire revend les bidons (25 litres par bidon) des produits à ses clients venus des villes limitrophes (Nadoba, Gando, Mandouri, Pama,...). Ce dernier sans tenir compte des risques du parcours emballe jusqu'à 290 litres voir plus selon la puissance de son moteur pour en revendre aux détaillants urbains comme sur la photo 3 ci-dessous.



Photo 3 : Le ravitaillement par moto des produits pétroliers à Koalou/Kourou

Prise de vue : Tadjia I., Janvier 2018

La présente photo 3 fait voir un point de vente et le moyen simple et rapide de ravitaillement de l'essence frelatée venant de la République Fédérale de Nigéria. La moto est le moyen de transport le plus répandu entre Porga (Bénin) et Pama (Burkina-Faso). Ce moyen permet également d'échapper au contrôle des agents de la douane à travers les pistes de contournement. Toutefois, il faut souligner que le revenu obtenu par un semi-grossiste de ce commerce dans le secteur d'étude est important. Après les investigations, 74 % des acteurs enquêtés dans ce secteur réalisent un revenu journalier compris entre 10.000 FCFA et 50.000 FCFA. Soit une estimation de 280.000 FCFA à 1.400.000 FCFA par mois. Par contre 26 % des acteurs enquêtés réalisent des revenus supérieurs à 50.000 FCFA.

De façon générale, le commerce des produits manufacturiers et des produits pétroliers a un impact important dans la localité car il génère des revenus aux acteurs du secteur d'étude. Il faut noter que le commerce de ces produits a favorisé l'essor économique de certaines personnes. Toutefois, ces acteurs contribuent au développement des Communes frontalières de l'Atacora à travers le paiement des taxes et impôts. Il faut également noter que la situation géographique de ces Communes a favorisé et intensifié les échanges commerciaux avec le Burkina-Faso et le Togo, dans cette région frontalière, lesquelles relations influent sur le développement de ces localités à travers l'amélioration de condition de vie des populations et la réalisation des habitations modernes.

1.5.2. Implications sociales des échanges transfrontaliers

Cette rubrique expose les implications sociales des échanges transfrontaliers à travers la création d'emploi et de revenus, l'amélioration des conditions de vie de la population du secteur d'étude.

– Création d'emploi et de revenus

Le manque d'emploi est un problème qui sévit au Bénin en général et dans le secteur d'étude en particulier. Les possibilités d'emploi au Bénin semblent chaque jour se réduire et la situation de la jeunesse laisse à désirer. Le nombre de personnes sans emploi est de plus en plus grandissant avec pour corolaire la croissance de l'insécurité dans les grandes villes. Cette jeunesse constitue un facteur de dynamisme pour le développement et en même temps un problème majeur de la société du fait de l'investissement que nécessite son accès à l'emploi [14]. En effet, les échanges transfrontaliers ont créé d'énormes emplois dans les Communes frontalières de l'Atacora.

Après la période des récoltes des produits agricoles dans le milieu d'étude, le constat est qu'environ 97 % de la population se donne aux activités commerciales. Ces activités sont entre autres : le commerce des produits agricoles et d'élevages, des produits artisanaux, des produits importés (manufacturiers et pétroliers) et le développement d'autres petits commerces périodiques à la frontière. Pour ce qui concerne les activités dans lesquelles les jeunes se donnent, les recherches réalisées dans le milieu d'étude, ont montré que 58 % de ces jeunes s'investissent dans le

commerce de l'essence frelaté et de produits d'élevages contre 35 % dans le transport (Conducteurs de taxi ou de taxi moto, transporteurs de camion ou chargeurs de camion) et 7 % dans d'autres activités génératrices.

Les revenus générés par ces activités commerciales jouent un rôle clé dans la réduction de la pauvreté. De même, les bénéfices tirés de ces activités sont limités et servent principalement à couvrir des besoins de première nécessité tels que l'alimentation ou la scolarisation, ce qui laisse peu de possibilités de réinvestissement dans l'activité commerciale. Par contre, les revenus tirés du commerce transfrontalier sont souvent la principale source de revenus des ménages concernés. De plus, les revenus issus du commerce transfrontalier permettent aux acteurs de satisfaire leurs besoins alimentaires, d'assurer la scolarisation des enfants, de subvenir aux besoins sanitaires.

Par ailleurs, il faut signaler que grâce aux échanges transfrontaliers, plusieurs activités génératrices de revenus se sont développées dans la zone frontalière. C'est le cas entre autres : des buvettes et auberges, des bars et restaurants, des cafètes, des cabines téléphoniques. Ces différentes activités économiques contribuent beaucoup à l'épanouissement de ces acteurs qui sont pour la plupart des jeunes déscolarisés ou en congé de fin d'apprentissage. Les activités commerciales jouent donc un rôle crucial pour permettre aux ménages des zones frontalières d'atteindre des conditions de vie.

– Amélioration des conditions de vie

Les diverses activités transfrontalières permettent aux populations riveraines de subvenir à leurs besoins fondamentaux : se loger, se vêtir, se nourrir et d'instruire les enfants. Les acteurs de ces échanges transfrontaliers tirent d'énormes revenus de leurs activités. En plus, le commerce transfrontalier a favorisé la participation effective de la femme à la gestion du ménage tout en allégeant une partie des responsabilités qui incombent au chef de famille. Toutefois, certaines données empiriques montrent qu'en contribuant aux revenus du ménage, les activités commerciales peuvent favoriser l'autonomisation des femmes au sein du foyer. Cela peut en retour accroître leur rôle dans la prise de décision et conduire à des dépenses accrues pour une alimentation plus variée et de meilleure qualité, réduisant ainsi les taux de malnutrition infantile et améliorant la fréquentation scolaire. Ces facteurs sont à leurs tours susceptibles d'améliorer la productivité des futures générations [15].

Les revenus générés par le commerce transfrontaliers sont énormes et sont destinés dans un premier temps aux besoins alimentaires, à l'achat de parcelle, à la construction de maison moderne (planche 2) soit à titre personnel ou à titre locatif, aux activités agricoles, à la satisfaction des frais de scolarisation des enfants, aux cérémonies et à la santé.



Planche 2 : Constructions d'habitation moderne à Tanguiéta et à Porga

Prise de vues : Tadjia, septembre 2018

La planche 2 montre certaines constructions de maisons modernes dans les Communes frontalières concernées. La photo 2.1 est une illustration de domicile d'un commerçant de l'essence frelatée dans la Commune de Tanguiéta et la

photo 2.2 montre une maison à titre personnel et en même temps un lieu de divertissement et de ravitaillement de produits de brasseries dans le village frontalier de Porga.

Par ailleurs, dans un second temps, les informations recueillies des enquêtes révèlent qu'au-delà de la satisfaction des besoins, les revenus permettent également, l'achat de véhicule et de moto et des appareils électroménagers. Il faut noter que ces revenus offrent aussi aux acteurs la possibilité d'épargner par le dépôt de leurs avoirs dans les institutions de microfinances ou encore les réseaux de tontine. Ce système de cotisation et de dépôt auprès des banques locales permettent aux acteurs de bénéficier de crédit pour le financement d'autres activités parallèles.

IV. DISCUSSION ET CONCLUSION

En Afrique, plusieurs chercheurs ont abordé la question sur le développement local des Communes frontalières. C'est le cas de [16] qui définit le développement local comme : « un processus par lequel les acteurs d'une localité se concertent pour identifier et mobiliser des ressources nécessaires à l'exécution des actions qui répondent à leurs besoins essentiels dans le temps et dans l'espace ». Pour accomplir les tâches et mission qui leur sont dévolues, les Communes utilisent leurs ressources. Ces ressources sont de trois catégories : les ressources humaines, les ressources matérielles et les ressources financières [1]. Les échanges transfrontaliers conditionnent une part importante des activités économiques qui se déroulent dans les localités qu'elles concernent directement et même au-delà. Pour les Etats et les collectivités locales, ils sont une source de recettes même si la plus part du temps « ils reposent sur la fraude » et les activités de contrebande [17].

Certes, les marchands participent au développement local et à l'intégration régionale, mais ils sont avant tout les marchands de leurs propres intérêts et non ceux des économies nationales [18]. Toutefois, il est important de notifier que le commerce transfrontalier quelle que soit la manière de le qualifier, « informel », « de fourmi », « contrebande », « non enregistré » ou son caractère « non structuré », est une activité qui participe à la régulation sociale [19], surtout en cette période où la politique de décentralisation institue aux collectivités de s'appuyer sur leurs ressources réelles ou potentielles pour se structurer [20]. Avec le tarissement des emplois dans les fonctions publiques, la vente en gros ou en détail des marchandises importées est une source d'emplois et de revenus pour les jeunes diplômés ou non.

A travers ces activités d'exportation des produits agricoles et d'importation des produits manufacturiers, la frontière devient une source de devises et d'emplois pour

une frange importante de la population. Ainsi, sur le plan social, elles sont génératrices d'emplois, lesquels permettent aux acteurs d'assouvir aux besoins fondamentaux tels que : l'alimentation, la santé, la scolarisation des enfants, la construction de maison moderne et autres. Sur le plan économique, elles génèrent d'énormes revenus aux acteurs et contribuent au développement des Communes frontalières de l'Atacora à travers le paiement des taxes et impôts.

REFERENCES

- [1] MUBERANKIKO G., (2013) : La contribution de la décentralisation au développement local. Etudes africaines, Paris, harmattan, 155 p.
- [2] THOMAS O., (2013) : Politiques publiques de décentralisation. Christon édition, Cotonou, 146 p.
- [3] ADJAHO G., (2012) : Analyse spatiale des atouts et contraintes au développement de la ville de Bohicon à l'ère de la décentralisation. Mémoire de maîtrise de géographie, FLASH, UAC, 88 p.
- [4] OGOUWALE E., (2002) : Stratégies endogènes de financement et de gestion du développement local dans l'arrondissement de Kilibo. Mémoire de maîtrise professionnelle de géographie, option développement local à l'UAC, 87 p.
- [5] ABeGIEF, (2017) : Agenda des frontières 2017, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, République du Bénin, 197 p.
- [6] SCHWARTZ D., (1995) : Méthodes statistiques à l'usage des médecins et des biologistes. 4^e édition (Editions médicales Flammarion), Paris, 314 p.
- [7] INSAE, (2013) : Cahier des villages et quartiers de ville du département de l'Atacora (RGPH-4, 2013). 38 p.
- [8] MAIRIE, (2017) : Plan de développement communal (PDC), 3^{ème} génération de la commune de Boukoubé (2018-2022), version finale, Septembre 2017, 236 p.
- [9] MAIRIE, (2017) : Plan de développement communal de Coby (PDC 3), version définitive, Août 2017, 215 p.
- [10] MAIRIE, (2017) : Plan de développement communal de Matéri, 3^{ème} génération (2018-2022), version finale, Août 2017, 278 p.
- [11] MAIRIE, (2017) : Plan de développement communal de Tanguéta (2018-2022), version définitive, Septembre 2017, 188 p.
- [12] COMMISSION NATIONALE DE LA FRANCOPHONIE, (2014) : Inventaire des composantes majeures du patrimoine local et détermination des circuits de valorisation du site Koutammakou. Rapport, Lomé, 105 p.

- [13] N'KERE K., (2016) : Le rôle du marché de Nadoba dans le développement socioéconomique du milieu Koutammakou au Togo. *Revue de géographie de l'université Ouaga I Pr Joseph. KI ZERBO*, n° 005, vol 1, 19 p.
- [14] TOFFOHOSSOU S. C., (2018) : Dynamique des échanges transfrontaliers bénino-togolais dans la Commune de Savalou au centre du Bénin. *Mémoire de DEA en géographie, FLASH, UAC*, 113 p.
- [15] BRENTON P. et SOPRANO C., (2018) : Le petit commerce transfrontalier en Afrique : pourquoi faut-il le soutenir ? <http://www.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news>, (consulté le 10/07/2019).
- [16] TOSSOU G. H. A., (2009) : Gestion des centres de loisirs et développement local dans la Commune de Parakou. *Mémoire de maîtrise de géographie, FLASH, UAC*, 94 p.
- [17] GREGOIRE E., (1992) : « Quelques aspects des échanges entre le Niger et le Nigéria » in *Les terrains du développement : approche disciplinaire des économies du Sud*, ORSTOM, pp 153-160.
- [18] MAMADOU KONE M. M., (2015) : Marchands ouest-africains et marchés frontaliers : construction d'une communauté d'affaires. *Thèse de doctorat en Géographie. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III*, 265 p.
- [19] NASSA D. D. A., (2008) : Dynamisme d'une ville stimulé par la frontière : l'exemple d'Ouangolodougou au Nord de la Côte d' Ivoire. *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*. 12 p.
- [20] DIALLO S., (2004) : Dynamique transfrontalières et développement local urbain en Afrique : les échanges transfrontaliers entre la ville de Rosso Sénégal et la Mauritanie. *Organisation et impacts. Mémoire de DEA, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal), section de géographie*, 112 p.